

**CONVENTION DE PARTENARIAT
POUR LE DÉVELOPPEMENT DES COLLECTIONS DES BIBLIOTHÈQUES
CARCÉRALES DU DÉPARTEMENT DES ALPES MARITIMES**

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20200929-2020-147-DE
Bibliothèques
Date de dépôt : 30/09/2020

**ENTRE L'AGENCE RÉGIONALE DU LIVRE PROVENCE-ALPES-CÔTE D'AZUR,
LE SERVICE PÉNITENTIAIRE D'INSERTION ET DE PROBATION DES ALPES
MARITIMES,**

LA COMMUNE DE NICE (« RÉSEAU DES BIBLIOTHÈQUES DE NICE »),

**ET LA COMMUNE DE GRASSE (« SERVICE BIBLIOTHÈQUE ET
MÉDIATHÈQUES DE GRASSE »)**

Entre

L'Agence régionale du livre Provence-Alpes-Côte d'Azur, association régie par la loi du 1er juillet 1901 dont le siège social est situé à Aix-en-Provence, 8/10 rue des Allumettes, représentée par sa directrice, Madame Léonor DE NUSSAC, et désignée sous le terme « l'ARL Provence-Alpes-Côte d'Azur »,

ET

Le Service pénitentiaire d'insertion et de probation, dont le siège social est situé sur la commune de Nice, 7, avenue Désambrois, représentée par sa directrice fonctionnelle, Madame Anne GOURRIER, et désigné sous le terme « SPIP 06 »

ET

La « Commune de Grasse », identifiée sous le numéro SIREN N° 210 600 698 000 18,
Siège : Place du Petit Puy – B.P. 12031 - 06131 GRASSE Cedex,
représentée par Monsieur Jérôme VIAUD, Maire,
agissant en application d'une délibération du Conseil Municipal n° en date du ,
visée en Sous-préfecture de Grasse le xxxxxxxxxxxxxxxx
ci-après désigné « Bibliothèque de Grasse »

ET

La ville de Nice, représentée par monsieur. Christian ESTROSI, Maire en exercice, agissant en qualité au nom et pour le compte de ladite Ville, 5 rue Hôtel de Ville - 06364 Nice Cedex 4, en vertu de la délibération n° du conseil Municipal en date du Ci-après dénommée « la Ville »

Vu l'article 10 de la loi n°2000-321 du 12 Avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations et le Code des relations entre le public et l'administration ;

Vu la délibération n° du pour la ville de Grasse,

Vu la délibération n° du pour la ville de Nice,

Considérant :

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20200929-2020-147-DE
Date de réception préfecture : 30/09/2020

- la volonté commune du Ministère de la Justice et du Ministère de la Culture de développer conjointement les bibliothèques pénitentiaires, la mission confiée par le Conseil régional Provence-Alpes-Côte d'Azur, la Direction régionale des affaires culturelles, la Direction inter-régionale des Services pénitentiaires et la Direction régionale de la Protection judiciaire de la jeunesse à l'ArL Provence-Alpes-Côte d'Azur pour le développement de la lecture en prison depuis 2015,
- le besoin identifié par le SPIP 06 de renouveler les collections des bibliothèques des établissements pénitentiaires de Grasse et Nice, ainsi que la nécessité de les animer régulièrement,
- le souhait du réseau des bibliothèques de Nice d'accompagner autant que faire se peut et sur ses missions le développement des bibliothèques de l'établissement pénitentiaire de Nice,
- le souhait de la bibliothèque municipale de Grasse d'accompagner autant que faire se peut et sur ses missions le développement des bibliothèques de la maison d'arrêt de Grasse,
- le rôle fédérateur de l'ArL Provence-Alpes-Côte d'Azur pour rassembler les bibliothécaires intervenants en bibliothèques carcérales.

PRÉAMBULE

La circulaire commune du Ministère de la Justice et du Ministère de la Culture et de la Communication sur le fonctionnement des bibliothèques et le développement des pratiques de lecture dans les établissements pénitentiaires de décembre 1992 (Circ. N° AP.92.08. GB 1 14.12.92 NOR JUS E 9240087 C), définit les orientations d'une politique partagée en faveur du développement des actions culturelles en milieu pénitentiaire, notamment par le biais de l'enrichissement des bibliothèques carcérales. Cette circulaire place la bibliothèque carcérale au centre des problématiques du détenu : « *Le développement des pratiques de lecture et d'écriture est essentiel pour la structuration de l'individu et la connaissance de son environnement. Fondement de l'accès à l'autonomie, condition d'accès aux autres activités culturelles, rempart contre la déqualification et l'exclusion, vecteur des relations que peut entretenir par courrier le détenu [...], il est au cœur des dispositifs d'insertion. Il relève d'une politique culturelle globale mise en œuvre de manière partenariale* ».

Les Services pénitentiaires d'insertion et de probation (SPIP), échelon inter-départemental de la Direction interrégionale des services pénitentiaires, sont notamment chargés de favoriser l'accès à la culture des détenus, en lien avec les services déconcentrés du Ministère de la Culture et de la Communication et les structures culturelles territoriales ou associatives.

L'article D. 443-1 du code de procédure pénale stipule que : "L'approvisionnement ainsi que la formation et l'encadrement des personnes détenues affectées à la médiathèque dans le cadre d'un classement d'emploi sont assurés par un bibliothécaire ou, à défaut, le service pénitentiaire d'insertion et de probation, avec le concours des bibliothèques territoriales partenaires de l'administration pénitentiaire."

Enfin, la *Circulaire du 3 mai 2012 relative à la mise en œuvre des projets culturels destinés aux personnes placées sous la main de justice et aux mineurs sous protection judiciaire* - NOR : MCCB1114516 C - précise les modalités de constitution des collections des bibliothèques pénitentiaires : « *Elles doivent pouvoir répondre aux besoins de la population carcérale en matière de culture, de loisirs, d'informations, d'apprentissage, d'insertion (préparation à la sortie). Elles doivent également tenir compte des caractéristiques de la population de l'établissement. [...] Les collections doivent être régulièrement renouvelées et triées (jeter les documents abîmés ou périmés). Elles peuvent être enrichies et complétées par des bibliothèques / médiathèques partenaires et par des dons provenant de sources diverses. Le choix des collections doit être fait en concertation avec les professionnels de la lecture (bibliothèques territoriales), sans censure sur le choix des documents.* »

Accès de réception en préfecture
006-210600698-20200929-2020-147-DE
mineurs sous protection
09/2020

Il est convenu ce qui suit :

ARTICLE 1. OBJET

L'ArL Provence-Alpes-Côte d'Azur, le SPIP 06, la bibliothèque de Grasse et le réseau des bibliothèques de Nice se coordonnent en vue d'acquisitions communes d'ouvrages pour les bibliothèques des établissements pénitentiaires de Grasse et Nice.

Pour ce faire, l'ArL Provence-Alpes-Côte d'Azur procédera à un dépôt de dossier de demande de subvention auprès du Centre National du Livre (CNL) en partenariat avec les signataires de la présente convention. Celle-ci définit les rôles de chaque partie dans les différentes opérations administratives, financières et techniques.

ARTICLE 2. ENGAGEMENTS DES PARTENAIRES

L'ArL Provence-Alpes-Côte d'Azur s'associe aux bibliothèques du territoire pour développer la lecture publique en milieu carcéral. L'ArL impulse la signature des conventions en faveur du développement de la lecture entre la bibliothèque de Grasse, le réseau des bibliothèques de Nice et les établissements pénitentiaires.

2.1. L'ArL Provence-Alpes-Côte d'Azur s'engage :

- à déposer auprès du CNL le dossier « Subventions aux projets de diffusion du livre pour les publics empêchés » pour les bibliothèques pénitentiaires sus citées, d'un montant de 1 500€ (750€ pour Grasse et 750€ pour Nice), avec une demande auprès du CnL d'un montant équivalent,
- à solliciter la bibliothèque de Grasse ainsi que le réseau des bibliothèques de Nice pour la sélection et le choix des documents,
- à employer des crédits budgétisés équivalents à l'intégralité du montant versé par le CNL¹ pour acheter des ouvrages dans la limite de ses crédits disponibles et dans le respect du code de la commande publique,

¹ Sous condition d'acceptation du dossier de demande de subvention déposé auprès du CNL

- à mettre à disposition des bibliothèques pénitentiaires convention les ouvrages achetés dans ce cadre,
- à coordonner l'ensemble de l'opération en mettant en œuvre les réunions, rencontres, comptes rendus et autres opérations nécessaires,
- à mener l'évaluation de cette action,
- à demander au CNL un complément budgétaire pour des actions de médiation dans les bibliothèques des établissements concernés afin de faire vivre et animer le fonds ainsi acheté,
- à œuvrer pour le conventionnement de partenariat entre la bibliothèque des établissements et les bibliothèques partenaires correspondantes pour faire vivre, renouveler, prêter et développer les fonds d'ouvrages nouvellement constitués avec ce projet.

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20200929-2020-147-DE
Date de réception préfecture : 30/09/2020

2.2. Le SPIP 06 s'engage :

- à consacrer au projet retenu une somme de **1 500€** équivalente au complément de financement restant après subvention du CNL pour procéder à l'acquisition d'ouvrages (dans les librairies indépendantes de proximité) mais aussi à l'animation du fonds pour les bibliothèques des établissements pénitentiaires de Grasse et Nice, dans un délai de 6 mois maximum suivant la réception de l'acceptation du dossier de demande de subvention au CNL,
- à transmettre à l'ArL Provence-Alpes-Côte d'Azur dans le délai maximum de 2 mois toutes les copies de factures correspondant à l'intégralité du projet aidé ainsi que la liste des ouvrages acquis,
- à rendre accessibles pour tous les détenus les ouvrages acquis dans le cadre de cette convention de partenariat,
- à mettre en place des animations dans chacune des maisons d'arrêt (Grasse et Nice) afin de valoriser les fonds ainsi acquis,
- à mettre à la disposition de l'ArL Provence-Alpes-Côte d'Azur tous documents nécessaires à l'évaluation de l'impact des acquisitions et animations réalisées dans le cadre de cette convention².

2.3. La bibliothèque de Grasse s'engage :

- à apporter une aide technique et scientifique pour le choix des ouvrages dans le respect de l'équilibre des collections et dans les montants déterminés par la présente convention,
- lors de ses interventions, le personnel de la bibliothèque de Grasse s'engage à respecter les règles de sécurité en vigueur dans l'établissement.

² Chiffres de fréquentation des bibliothèques, nombre de prêts, retours qualitatifs attendus, impact auprès des détenus.

2.4. Le réseau des bibliothèques de Nice s'engage :

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20200929-2020-147-DE
Date de réception préfecture : 30/09/2020
(responsabilité d'un bibliothécaire)

- la Ville pourra mandater deux agents (sous la responsabilité d'un bibliothécaire) qui se rendront sur place, pour alimenter le fonds de la bibliothèque carcérale de Nice (cette aide représente une aide indirecte de 1500 euros), afin d'apporter une aide technique pour le choix des ouvrages et dans le respect de l'équilibre des collections répondant aux besoins de la population carcérale,
- à rechercher tout partenariat favorisant les pratiques de lecture,
- à évaluer les actions menées,
- à participer à la coordination des actions au niveau régional,
- à fournir des dons de livres en adéquation avec les besoins de la population carcérale.

Compte-tenu des délais du CNL, le SPIP 06, la bibliothèque de Grasse et le réseau des bibliothèques de Nice s'engagent à répondre avec diligence à toutes les demandes de l'ArL et à respecter les délais fixés, impératifs pour mener à bien les opérations.

ARTICLE 3. MODALITES PRATIQUES

Le choix des titres pour le dossier de demande de subventions adressé au CNL sera fait en concertation avec les professionnels en fonction des besoins exprimés par le SPIP de l'établissement concerné. Les ouvrages devront répondre au mieux aux besoins de la population carcérale en matière de culture, de loisir, d'information, d'apprentissage et d'insertion.

ARTICLE 4. MODALITÉS FINANCIÈRES

En 2020, le budget prévisionnel, sans l'aide du CNL, s'élève à **750€** pour la bibliothèque de l'établissement pénitentiaire de Grasse et à **750€** pour la bibliothèque de l'établissement pénitentiaire de Nice.

Sous réserve de l'obtention d'une subvention, l'aide du CNL viendra en complément et sera répartie de la même manière, pour des coûts déclarés et éligibles du projet.

L'ArL Provence-Alpes-Côte d'Azur s'engage à consacrer la somme équivalente au montant de la subvention CNL à l'acquisition des documents sélectionnés et l'animation du fonds, dans la limite de ses crédits disponibles.

ARTICLE 5. DURÉE DE LA CONVENTION

Cette convention prend effet à partir de la date de sa signature pour une durée d'un an.

ARTICLE 6. MESURE DE RÉGULATION

En cas d'inexécution par les partenaires des obligations décrites dans la présente convention, ou au cas où les partenaires n'auraient pas réalisé les actions prévues en objet dans les délais impartis, les partenaires pourront interrompre les actions prévues. Le partenaire qui prendra cette mesure en informera les autres par lettre recommandée avec accusé de réception.

ARTICLE 7. RÉSILIATION

En cas de non-respect par l'une des parties de l'une de ses obligations résultant de la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit à l'expiration d'un délai de deux mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure de se conformer aux obligations contractuelles et restée infructueuse.

La convention sera également résiliée de plein droit dans le cas où l'un des partenaires fait l'objet d'une cessation d'activité, d'une liquidation judiciaire ou d'une dissolution.

ARTICLE 8. MODIFICATION DE LA CONVENTION

Toute modification du contenu de la présente convention fera l'objet d'un avenant conclu entre les parties préalablement approuvé selon les règles propres à chaque partenaire.

ARTICLE 9. LITIGES ET CONTENTIEUX

A défaut d'accord amiable, tout litige relatif à l'exécution ou à l'interprétation de la présente convention relèvera de la compétence du Tribunal Administratif de Marseille

Fait en quatre exemplaires à Aix-en-Provence, le

Pour la « ville de Nice »,
Le Maire

Pour la « ville de Grasse »,
Le Maire,
M. Jérôme VIAUD

Pour l'Agence régionale du Livre,
La Directrice,
Léonor DE NUSSAC

Pour le Service Pénitentiaire
d'Insertion et de Probation des Alpes
Maritimes,
La directrice fonctionnelle,
Anne GOURRIER